



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale  
d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur l'élaboration  
du zonage d'assainissement  
de la commune de Solesmes (59)**

n°MRAe 2017-2223

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, déposée par NOREADE le 27 décembre 2017, concernant l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Solesmes ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 13 février 2018 ;

Considérant que l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Solesmes consiste à classer en assainissement collectif 2 006 logements et en assainissement non collectif 73 logements ;

Considérant la présence sur la commune de Solesmes d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine situé dans la zone d'assainissement non collectif ;

Considérant que l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité public du 29 mars 1993, instaurant des périmètres de protection autour de ce captage, établit des servitudes interdisant l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle ainsi que l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

Considérant que les dispositifs d'assainissement dans les périmètres de protection ne sont pas décrits et que le dossier en l'état ne permet pas de vérifier que les interdictions édictées à l'arrêté préfectoral précité seront respectées et que les risques pour la santé ont été pris en compte ;

Considérant que l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Solesmes est susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

## DÉCIDE

### **Article 1 :**

La procédure d'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Solesmes est soumise à évaluation environnementale stratégique.

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

### **Article 3 :**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 20 février 2018

La Présidente  
de la mission régionale d'autorité  
environnementale  
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

## *Voies et délais de recours*

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :  
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France  
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
F 59019 LILLE Cedex

Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :  
Tribunal administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire  
CS 62039  
59014 Lille cedex